



Déclaration liminaire SNUipp-FSU

CAPD du 12 mai 2017

L'accession de l'extrême droite à la tête de l'Etat n'a pas eu lieu. Pour autant, le FN a réalisé un score sans précédent, dans un contexte d'abstention, de votes blancs ou nuls records.

Cette montée doit nous alerter sur les mécanismes en place, y compris institutionnels, conduisant à des inégalités sociales grandissantes. Le sentiment de relégation qui en découle crée des réactions de peur, de xénophobie et de rejet démocratique.

Le programme du nouveau président élu, par défaut, ne donne pas de place aux politiques sociales, écologiques, de justice sociale et de solidarité qui doivent être mises à l'œuvre.

Sur l'éducation par exemple, les premières annonces de dédoublement des CP en REP+ ne répondent pas à la réduction générale d'effectifs nécessaire en éducation prioritaire. La focalisation sur une seule (voire deux) années ne correspond ni à l'esprit des cycles des nouveaux programmes, ni à la réalité des apprentissages des élèves.

De plus, cette mise en œuvre se fait au détriment des PMQC, dispositif prometteur, qui a pourtant permis la relance de collectifs de travail et la réflexion pédagogique, lorsqu'il a été accompagné de formation. Pour le SNUipp-FSU c'est au contraire une montée en puissance du dispositif dont l'école, en particulier l'éducation prioritaire, a besoin pour favoriser la réussite de tous les élèves.

La précipitation annoncée de cette mise en place questionne également sur le respect des droits des personnels. Comment une telle mise en place serait possible, sans mutation d'office, dès septembre 2017 ? Le milieu rural, protégé par la convention ruralité, continuera-t-il à en bénéficier ? Les débutant-es dans l'attente d'affectation de septembre serviront-ils de variables d'ajustement ?

Ce traitement des personnels entraîne d'ores et déjà un climat d'incertitude inacceptable. Sous ces augures d'éventuelles réaffectations, ce premier mouvement, qui ne satisfait même pas la moitié des participants, devient d'autant plus source d'inquiétude chez les collègues.

Cette manière de réformer, en supprimant d'emblée des mesures plébiscitées, sans même une évaluation (un comble pour qui entend piloter les établissements par l'évaluation perpétuelle) n'est pas possible et constitue un mauvais signal envoyé à la profession.

Oui, l'école attend bel et bien des transformations mais ce ne sont pas celles qui vraisemblablement seront mises en œuvre.

Décidemment, le temps de l'école n'est vraiment pas celui du politique.